



## Groupe Front de gauche

### Conseil régional d'Auvergne

59 Boulevard Léon Jouhaux

CS 90706 - 63050 Clermont-Ferrand Cedex 2

Tel. 04 73 31 84 97 – Fax. 04 73 31 84 87

Blog. [www.frontdegaucheauvergne.fr](http://www.frontdegaucheauvergne.fr)

# Conférence de presse

Lundi 03 novembre 2014 – Hôtel de Région

## Réforme territoriale, austérité budgétaire: En finir avec les logiques de compétition !

### I- Un groupe à l'écoute des Auvergnates et des Auvergnats

A l'heure où le gouvernement bâcle le débat parlementaire sur le projet de loi relatif à « la délimitation des régions », les élu-e-s du groupe Front de gauche de la région Auvergne, ont voulu partir à la rencontre des Auvergnats et des Auvergnates. C'est pour susciter le débat que nous avons organisé 4 réunions publiques, entre fin septembre et fin octobre dans les départements de l'Auvergne. Nous avons invité largement les populations, les élu-e-s et les agents des collectivités territoriales. Nous voulons livrer ce débat à nos concitoyen-ne-s afin de provoquer la discussion et leur donner les tenants et les aboutissants de cette réforme.

La réforme territoriale actuelle revêt un caractère anti-démocratique indéniable. Elle a été imaginée sans aucune concertation avec les populations et les élu-e-s locaux, pas plus avec les présidents des exécutifs concernés. Il s'agit bien d'éloigner les lieux de décisions des citoyen-ne-s et de concentrer l'ensemble des richesses créées par le secteur privé sur la quinzaine de métropoles imaginées.

Du Puy-en-Velay à Cournon-d'Auvergne, d'Aurillac à Saint-Yorre, nous avons ressenti, au cours de nos réunions publiques, de lourdes inquiétudes sur les transformations territoriales. Au fil de nos rencontres et des discussions, nous avons perçu combien la population et les élus se sentaient dépossédés de ce débat essentiel pour la démocratie. Nous avons eu également une confirmation éclatante des résultats contenus dans les différentes enquêtes d'opinion réalisées au niveau national. Depuis le début de l'année, les sondages vont tous dans le même sens. Les Français sont, entre 51% et 54%, opposés à la fusion des régions. C'est bien pour cela qu'il est indispensable d'en débattre dans tout le pays.

Cela doit se faire dans un grand mouvement de réappropriation populaire. **C'est pourquoi, nous demandons, à l'instar du groupe GDR à l'Assemblée nationale, présidé par André Chassaigne, un grand débat public ainsi que la consultation de notre peuple par référendum sur la réforme territoriale en cours.**

## **II- Une réforme dangereuse pour l'Auvergne.**

Dans la « probable » future région Auvergne-Rhône-Alpes, notre territoire régional ne pèsera que 21 % de la population totale. Sur le plan de la démographie il est à noter que 5 départements de RA sont plus densément peuplés que le Puy-de-Dôme. L'Auvergne tire sa croissance démographique exclusivement sur les flux migratoires alors celle de RA repose sur l'alliance des soldes positifs naturels et migratoires.

Au niveau économique, RA dispose de la deuxième place nationale au niveau de son PIB/emploi quand l'Auvergne se place en 19<sup>ème</sup> position. Nous voyons également que l'attractivité territoriale est essentiellement concentrée sur de très gros pôles urbains. Ainsi nous craignons fortement que les déséquilibres entre les milieux urbains et les zones rurales s'accroissent très fortement, entraînant des fractures territoriales qui pourraient porter des coups fatals aux territoires les plus éloignés. Concernant l'enseignement, la région Auvergne dépense, par lycéen, beaucoup plus que RA. Qu'en sera-t-il demain dans la grande région ? Quel sera l'avenir du pôle universitaire auvergnat, alors même que l'Université Blaise Pascal connaît une grave crise due à la baisse drastique des dépenses et aux conséquences des différentes lois sur l'université ?

Plus globalement c'est le tissu démocratique de nos territoires qui va être de nouveau attaqué. Quel sera l'efficacité d'une grande région dans la réponse immédiate aux besoins en termes de services publics ?

## **III- Un budget 2015 sous haute tension.**

Le budget 2015 du Conseil régional se construit dans une conjoncture économique difficile marquée par l'austérité. Après la sévère défaite du gouvernement et du PS lors des municipales de mars, les mauvaises nouvelles se sont accumulées pour les collectivités. L'Etat a notamment annoncé vouloir baisser les dotations aux collectivités de 11 milliards d'euros afin de financer les 40 milliards d'euros du pacte de responsabilité et le projet de loi de finance pour 2015 prévoit une baisse supplémentaire de 3,7 milliards d'euros.

La région Auvergne n'échappe pas à cette cure d'austérité imposée de force par le gouvernement Valls. Déjà victime de la suppression de la Taxe Professionnelle en 2010, des transferts de compétences mal ou pas compensés, la collectivité régionale va encore subir une année difficile. Pour le BP 2015, la baisse de la DGF est estimée à 11 millions d'euros ! Cumulée avec celle de 2014, nous avoisinons les - 15,6 millions d'€. Et d'ici 2017, si l'on suit le scénario annoncé, la région Auvergne perdrait au total 84 millions d'euros de DGF !

Certes, pour une faible part la diminution de la DGF devrait être compensée par une hausse de la péréquation (+4,9 M€ par rapport à 2014). Mais n'oublions pas que le rôle de la péréquation est perverti car celle-ci était avant tout un mécanisme de redistribution visant à réduire les inégalités entre les différentes collectivités territoriales.

Depuis 2011 avec la disparition de la Taxe Professionnelle, le Conseil régional a perdu toute autonomie fiscale. Il ne peut agir que sur 9% de ses recettes fiscales. La TP a été remplacée par un panier de recettes (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) sur lequel la région n'a aucun pouvoir de taux. En 2014, le manque à gagner lié à la disparition de la TP était estimé, au niveau national, à 8 milliards d'euros.

Alors que la crise aggrave les conditions de vie de nos concitoyens, les régions restreignent les actions qu'elles développent en direction des populations et des territoires. Ainsi, les budgets consacrés à l'enseignement et à l'aménagement du territoire vont baisser en investissement et en fonctionnement.

Le gouvernement et la cours des comptes considèrent que les collectivités sont trop dépensières et qu'elles participent activement à l'aggravation de la dette publique. Il est essentiel de comprendre que les communes, les communautés de communes, les départements et les régions réalisent encore 70% de l'investissement public, même si en 2014, leurs investissements risquent de baisser de 7,4% alors même que la dette des collectivités locales ne représente que 8,9% de la dette de l'Etat. Il y a donc urgence à changer de logique et à imposer une vraie réforme fiscale plutôt que la politique de l'offre mise en œuvre avec obstination par le gouvernement Valls et qui s'avère catastrophique.

#### **IV- Des élu-e-s communistes et Front de gauche résolu à faire bouger les lignes.**

Loin d'accepter le fatalisme et les orientations austéritaires du gouvernement, les élu-e-s communistes et Front de gauche défendent d'autres visions et mettent tout en œuvre pour satisfaire les besoins des populations. Nous avançons d'autres choix, notamment une véritable réforme fiscale qui s'attaque résolument à la spéculation. Il n'est pas acceptable que les entreprises ne participent plus au financement des collectivités. L'impôt doit être réhabilité, il doit être juste et progressif.

Par ailleurs, les élu-e-s communistes et Front de gauche au Conseil régional d'Auvergne s'efforcent de mettre en application des mesures qui améliorent le quotidien des Auvergnats et des Auvergnates. Face à la dérive sociale-libérale de ce gouvernement, il y a plus que jamais urgence à conduire partout des initiatives en faveur de politiques publiques qui servent l'intérêt général.

C'est toute l'action que poursuit Pascale SEMET, Vice-présidente à l'Economie Sociale et Solidaire et au logement, depuis le début de ce mandat. Sous son impulsion, le Conseil régional d'Auvergne s'est doté d'une politique ambitieuse en faveur de l'Economie Sociale et Solidaire. Pour l'Auvergne, ce secteur représente 12,1 % de l'emploi régional soit 52.043 salariés présents dans 5.312 établissements employeurs. Le Conseil régional a donc élaboré des dispositifs « sur mesure » en faveur des porteurs de projets, des acteurs et des établissements de l'ESS. En 2014, la Région a pu accompagner de très nombreux projets :

- 81 associations et/ou entreprises ont pu bénéficier du dispositif régional d'économie sociale et solidaire pour un montant total de subventions de 735.910 €.
- 20 acteurs régionaux de l'économie sociale et solidaire ont bénéficié d'un montant total de subventions de fonctionnement de 512.000 €.
- Avec le dispositif de la Prime Solidaire, nous avons contribué à la création de 194 Très Petites Entreprises pour un montant total de subventions de 430.639 €.

Nous pouvons être satisfaits également de voir que la Région s'engage en faveur d'une évolution des structures économiques qui favorisant la reconversion d'entreprises en SCOP. C'est le cas notamment de la SCOP FONTANILLE, fabricant de dentelle et rubans élastiques en Haute-Loire ou encore de la librairie des Volcans à Clermont-Ferrand.

La SCOP FONTANILLE, aura pu bénéficier d'un vrai coup de pouce, de la part de la Région avec un total de subventions estimées à 222 750 €. Pour la SCOP Librairie des Volcans, le Conseil régional aura participé à hauteur d'environ 72 500€, pour la sauvegarde et la modernisation de cette librairie emblématique de Clermont-Ferrand.

Enfin, dans le cadre de la préparation budgétaire, Pascale Semet et le groupe Front de gauche ont obtenu le maintien, en cohérence avec la loi ESS du 31 juillet 2014, du budget dédié aux structures d'insertion économique.

Sur les questions liées au ferroviaire, si nous pouvons toujours pointer du doigt RFF, le propriétaire du réseau, et la SNCF, l'exploitant des TER, la problématique numéro une à laquelle nous sommes confrontés, c'est le manque de moyens donnés à ces entreprises publiques, donc propriété de la nation, pour assumer leur mission de service aux populations et d'aménagement du territoire.

Pour nous, et Luc Bourduge VP en charge des Transports ne cesse de le dire, à chaque fois que cela est nécessaire, pas question de dédouaner l'Etat, unique responsable de cette situation. Et cela depuis des décennies. Responsable de cette situation au travers de sa soumission au diktat de l'Europe sur la libéralisation du secteur. Responsable au travers des mesures prises par les différentes majorités gouvernementales, dernier exemple en date la réforme ferroviaire.

Responsable à cause du manque de moyens financiers pour soutenir le ferroviaire. Dans les pays nordiques, l'Etat subventionne à 90% l'infrastructure ferroviaire, plus de 50% en Allemagne, contre seulement 32% en France. Alors que les Régions Françaises paient des redevances de péages parmi les plus élevées d'Europe, RFF a perdu 1 milliards d'€ de subvention de l'Etat en 10 ans.

Au sein de la Commission Transport de l'ARF, avec ses collègues VP communistes, mais aussi EELV, Luc Bourduge est porteur d'exigences fortes en termes de moyens pour le transport collectif régional. Ce qui a amené cette institution à interpeller fortement le Gouvernement dans la dernière période sur ces sujets (lettre ci-jointe)

Même rôle mobilisateur contre le transfert des Trains d'Equilibre du Territoire vers les Régions. Luc Bourduge a mis son veto contre un projet de transferts de plusieurs lignes sous responsabilités de l'Etat traversant l'Auvergne.

Dans une logique de libéralisation totale du secteur, plusieurs Présidents de Région ont décidé de se regrouper au sein d'une association pour acheter en direct le matériel ferroviaire et ainsi se priver de l'expertise de la SNCF. Encore une fois, il a fallu toute la pugnacité de L. Bourduge pour obtenir que l'Auvergne poursuive sa collaboration avec l'entreprise publique.

Même pugnacité pour qu'enfin l'atelier de maintenance du nouveau matériel REGIOLIS se fasse à Clermont-Ferrand (investissement de 10 millions d'€). Après l'annonce de fusion des Régions R-Alpes et Auvergne, nous avons assisté un vrai lobbying de la SNCF au niveau national pour obtenir l'entretien de ce matériel à Lyon !

Le 07 février 2014, le groupe Front de gauche a été à l'initiative d'une grande réunion sur les questions du ferroviaire et de l'aménagement du territoire dans le Massif-Central, avec les associations d'usagers, les syndicalistes et les élu-e-s des territoires. Pour nous, il s'agit, là aussi, de mobiliser pour sauvegarder et moderniser un réseau ferroviaire indispensable pour le désenclavement de la région. Et sans la mobilisation citoyenne, il est à craindre des décisions graves de conséquences pour l'avenir. Le Massif-Central ne peut pas devenir la zone blanche du territoire national.

Le prochain Contrat de Projet Etat Région ne peut rester en l'Etat des premières annonces faites. Il doit, d'une part, contenir un volet ferroviaire digne de ce nom et, d'autre part, hiérarchiser convenablement les priorités. Nous rappelons qu'il faudrait aujourd'hui 300 millions d'€ pour assurer la pérennité du réseau Auvergnat.

Malgré le contexte d'austérité actuel, nous portons les attentes fortes des usagers du TER, en particulier celles exprimées lors des nombreux Comités de Lignes que L. Bourdige anime tout au long de l'année. Alors que budget fonctionnement (106,7 m€) c'est-à-dire les charges TER payées à la SNCF devraient être identiques en 2015 à 2014, nous travaillons à un maintien de la qualité du service actuel et à un développement ou une adaptation de l'offre.